



**MEMOIRE DE FRAIS DE JUSTICE
DES MEDECINS EN MATIERE CIVILE**

Pour les missions réalisées à compter du 27 juin 2019

I. Textes applicables

- Actes médicaux en matière de protection des personnes faisant l'objet d'hospitalisation et de soins psychiatriques sans consentement :
 - articles L.3211-12 à L.3211-12-6 du code de la santé publique ;
 - articles R.93 et R.93-2 du code de procédure pénale ;
- Actes médicaux en matière de protection juridique des majeurs :
 - articles 426, 431, 432 et 494-4 du code civil ;
 - articles R.93 et R.217-1 du code de procédure pénale ;
- Actes médicaux en matière de procédure administrative de retenue des étrangers :
 - article L. 611-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
 - articles R.93 et R.93-3 du code de procédure pénale ;
- Actes médicaux en matière de procédure devant le tribunal et la cour régionale des pensions militaires :
 - article D.711-6 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (CPMIVG).
- Actes médicaux en matière d'assistance éducative :
 - Articles 375 et suivants du code civil ;
 - Articles 1181 et suivants du code de procédure civile.
- En cas de déplacement :
 - décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié et ses arrêtés d'application ;
 - arrêté du 21 juin 2019 modifiant l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais de déplacement.

II. Tarifs et indemnités applicables

2.1 Tarifs applicables aux missions

Nature de la mesure		Montant du tarif	
Examen en matière d'ouverture et de renouvellement d'une mesure de protection d'un majeur	Art. 431 du c.civ.	160 €	Art. R. 217-1 du CPP
Certificat de carence		30 €	
Examen avant disposition des droits relatifs au logement	Art. 426 du c.civ.	25 €	
Examen pour dispense d'audition de l'intéressé	Art. 432 du c.civ.	25 €	

<p>Expertise psychiatrique réalisée dans le cadre de l'hospitalisation ou de soins psychiatriques sans consentement</p> <ul style="list-style-type: none"> réalisée par un expert relevant du statut COSP <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> réalisée par un expert relevant d'un autre régime social 	<p>Art. L.3211-12, L.3211-12-1 et L.3211-12-4 du CSP</p>	<p>312 € en métropole 374,40 € en Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique et Mayotte</p> <p>-----</p> <p>429 € en métropole 514,80 € en Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique et Mayotte</p>	<p>Art. R. 93-2 du CPP</p>
<p>Examen médical dans le cadre de la procédure de retenue administrative des étrangers</p>	<p>Art. L. 611-1-1 du CESEDA</p>	<p>57,50 € en métropole 69 € en Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte</p>	<p>Art. R. 93-3 du CPP</p>
<p>Expertise médicale dans le cadre d'une procédure devant le tribunal ou la cour régionale des pensions militaires</p>	<p>Art D.711-6 du CPMIVG</p>	<p>57,50 € en métropole 69 € en Guadeloupe Martinique, Guyane Réunion et Mayotte</p> <p>Si l'expertise présente des difficultés particulières, au maximum : 115 € en métropole 138 € en Guadeloupe Martinique, Guyane Réunion Mayotte</p>	<p>Art. R.117 et I 1°a) de l'annexe de l'article A.43-6</p>
<p>Expertise psychiatrique réalisée dans le cadre d'une procédure en assistance éducative</p> <ul style="list-style-type: none"> réalisée par un expert relevant du statut COSP <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> réalisée par un expert relevant d'un autre régime social 	<p>Art 375 et suivants du code civil</p> <p>Art 1181 et suivants du CPC</p>	<p>Application des tarifs pénaux :</p> <p>312 € en métropole 374,40 € en Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique et Mayotte</p> <hr/> <p>429 € en métropole 514,80 € en Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique et Mayotte</p>	<p>Arrêté du 30 janvier 1960</p> <p>Art R117 CPP</p>
<p>Expertise psychologique réalisée dans le cadre d'une procédure en assistance éducative</p> <ul style="list-style-type: none"> réalisée par un expert relevant du statut COSP <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> réalisée par un expert relevant d'un autre régime social 	<p>Art 375 et suivants du code civil</p> <p>Art 1181 et suivants du CPC</p>	<p>Application des tarifs pénaux :</p> <p>253,50 € en métropole 304,20€ en Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique et Mayotte</p> <p>-----</p> <p>370,50 € en métropole 444,60€ en Guadeloupe, Guyane, Réunion, Martinique et Mayotte</p>	<p>Arrêté du 30 janvier 1960</p> <p>Art R117 CPP</p>

2.2 Indemnités applicables en cas de déplacement

La prise en charge des frais de transport du médecin est subordonnée à **un déplacement** pour les besoins de la mission **hors de sa résidence familiale** (territoire de la commune sur lequel se situe son domicile). Attention : constitue une seule et même commune toute commune et les communes limitrophes desservies par les moyens de transports publics de voyageurs.

S'agissant des frais de repas, leur prise en charge est, en outre, subordonnée à **une mission se déroulant pendant la totalité de la période** prévue par les textes (ex. mission de 11 h à 14 h pour le repas de midi).

Nature de l'indemnité	Montant des indemnités
Indemnité de transport	
Voyage en avion	Tarif de la classe la plus économique
Voyage en train	Tarif de la 2 nd classe
Transport en commun (car, bus, métro...)	Prix du voyage

Utilisation du véhicule personnel :	Indemnités kilométriques suivantes (tarif métropole) :		
- Véhicule de 5 CV et moins	- 0,29 €		
- Véhicule de 6 et 7 CV	- 0,37 €		
- Véhicule de 8 CV et plus	- 0,41 €		
Indemnité de séjour			
Indemnités de repas (mission de 11h à 14h ou de 18h à 21h)	15,25 €		
Indemnités de nuitée (Mission de 0h à 5h)	Taux de base	Grandes villes (population ≥200000 hab), communes de la métropole du Grand Paris, Aix-en- Provence, Roissy-en- France et Corse	Paris
	70,00 €	90,00 €	110,00 €

III. Pièces justificatives à produire

3.1 Justificatifs de la mission

- Acte à l'origine de la mission. Exemple : ordonnance du juge ;
- Document attestant l'accomplissement de la mission. Il comporte, notamment, le nom du médecin, le nom du prescripteur et de son service, les références de l'affaire, la date de dépôt du certificat médical ou du rapport. Il émane du magistrat ou du greffier.
- **Déclaration sur l'honneur** attestant de l'affiliation au régime des travailleurs non-salariés lorsque le tarif prévu pour une expertise réalisée par un expert relevant d'un autre régime social (non COSP) est demandé.

Des imprimés sont disponibles en ligne dans la documentation Chorus Portail Pro.

3.2 Justificatifs du déplacement

- Bordereau de frais de déplacement pour détailler le montant total des frais (tableau disponible dans la documentation Chorus Portail Pro) ;
- En cas d'utilisation du véhicule personnel, copie de la carte grise ;
- En cas de recours à un autre mode de transport, titre de transport avec, dans le cas où ce titre ne mentionne pas le tarif, un justificatif du tarif délivré par la société de transport.

EN L'ABSENCE DE L'ENSEMBLE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES, AUCUN PAIEMENT NE POURRA ÊTRE EFFECTUÉ.